



**PRÉFET
DE LA RÉGION
RÉUNION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**STRATÉGIE NATIONALE
DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ**

Plan de soutien aux associations de solidarité

Les résultats de l'appel à projets à La Réunion

Dossier de presse

15 avril 2021



Contexte et enjeux

Un plan exceptionnel de soutien aux associations pour mieux accompagner les publics précaires

Résultats de l'appel à projets

2610 projets déposés au plan national,

Pour La Réunion

80 projets présentés

21 lauréats pour un financement de 2,6 M€

Présentation des 21 lauréats

Pour chaque thématique, des projets innovants et des solutions opérationnelles



JACQUES BILLANT, PREFET DE LA REUNION

Depuis plus d'un an, la crise sanitaire que nous traversons a accentué les fragilités sociales et territoriales. L'État s'est fortement engagé aux côtés des acteurs institutionnels et associatifs de notre île pour apporter des réponses aux besoins accrus de la population. Outre les institutions publiques, des moyens importants ont été alloués aux associations de terrain pour accroître leur capacité d'intervention au plus près des besoins des personnes ou des ménages.

Le plan France Relance lancé en septembre 2020 par le Gouvernement constitue une réponse forte et inédite pour limiter l'impact social de la crise et en sortir collectivement renforcé. Dans ce cadre, un plan national exceptionnel de soutien aux associations de lutte contre la pauvreté, doté de 100 M€, a été lancé fin novembre 2020. Sur notre territoire, 2,62 M€ ont été mobilisés pour soutenir les 21 projets lauréats de l'appel à projet.

Ces projets, à la fois ambitieux et opérationnels, concernent l'ensemble du territoire réunionnais. Les financements qui seront alloués très rapidement aux associations concernées apporteront de nouvelles réponses aux difficultés de nos concitoyens les plus fragiles sur la précarité alimentaire, l'accès aux biens essentiels et aux droits, la parentalité et l'insertion sociale et professionnelle.

Ce plan de soutien s'inscrit dans la « Stratégie Pauvreté » lancée en 2018 par le Président de la République et qui s'est concrétisée en janvier 2019 par la signature d'une convention entre l'État et le Conseil départemental. Ainsi, sur la période 2019-2022, près de 30 M€ auront été mobilisés au titre de la stratégie pauvreté sur le territoire de La Réunion. Les actions de la stratégie pauvreté conduites dans le cadre de ce partenariat exemplaire portent notamment sur l'accompagnement vers l'emploi des bénéficiaires du RSA, l'accès aux biens essentiels (logement, alimentation), le soutien aux familles et l'exercice de la parentalité, la lutte contre le surendettement et l'accompagnement des jeunes de l'aide sociale à l'enfance à leur sortie du dispositif.

L'Etat se mobilise également en direction des jeunes, avec notamment la mise en œuvre d'une obligation de formation pour les jeunes sortants du système scolaire sans diplôme, le développement de la garantie jeunes dans le cadre du plan « 1 jeune, 1 solution » et l'accès renforcé vers l'emploi.

Ces actions ont été engagées avec la mobilisation de l'ensemble des partenaires du territoire, à l'image par exemple du déploiement des petits déjeuners dans les écoles et des repas universitaires à 1 €, la création de nouvelles places en crèches ou la création de nombreux centres sociaux.

Je tiens ainsi à souligner et à remercier l'engagement des femmes et des hommes investis dans les associations de solidarités qui œuvrent au quotidien aux côtés des Réunionnais les plus fragiles.

Très sincèrement,

Contexte et enjeux

Un plan exceptionnel de soutien aux associations pour mieux accompagner les publics précaires

Un plan exceptionnel de soutien aux associations pour mieux accompagner les publics précaires

100 M€ pour soutenir les associations de solidarité :

Face à une crise épidémique qui pèse lourdement sur les populations les plus précaires, les associations de lutte contre la pauvreté jouent un rôle incontournable pour subvenir aux besoins de millions de foyers en difficulté.

Afin de soutenir l'activité de ces associations et leur permettre de toujours mieux répondre aux urgences sociales, le ministre des Solidarités et de la Santé, Olivier Véran, avait annoncé un plan de soutien exceptionnel de 100 millions d'euros, en complément des mesures de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté et s'inscrivant dans le plan de relance national « France Relance ».

Ce plan de soutien a pris la forme d'un appel à projet proposé en novembre dernier, aux associations de la lutte contre la pauvreté, quelle que soit leur taille, qui œuvrent notamment dans les domaines suivants :

- la lutte contre la précarité alimentaire et l'accès aux biens essentiels ;
- l'accès aux droits ;
- le soutien aux familles, notamment pour l'accueil des enfants de parents demandeurs d'emploi et en insertion sociale et professionnelle ;
- l'insertion sociale et professionnelle.

Des projets de modernisation, de numérisation et de réorganisation des associations pour améliorer l'efficacité de leur action auprès des plus précaires ont également été pris en compte.

Un appel à projets lancé aux niveaux national et territorial

L'appel à projets a pour objet de soutenir des projets d'envergure nationale (ou couvrant au minimum deux régions), autour des trois objectifs :

- développer des actions innovantes pour améliorer les services rendus aux personnes en situation de précarité : mieux guider, informer, conseiller et accompagner pour encourager l'autonomie dans la gestion de leur budget et de leur vie quotidienne.
- moderniser les dispositifs d'accès aux biens essentiels (alimentation et produits d'hygiène) des personnes en situation de précarité, pour éviter les ruptures d'accès aux biens.
- adapter les systèmes d'information et infrastructures des associations pour les rendre plus efficaces sur le plan environnemental et économique.

Il porte également sur des projets d'envergure régionale, intégrés dans les priorités définies par chaque région, en cohérence avec les axes nationaux.

Les deux tiers du budget de l'appel à projets sont réservés aux projets d'envergure régionale, un tiers pour les projets d'envergure nationale.

Résultats
de l'appel à projets

2610 projets
déposés dont 80 à
La Réunion



2610 projets déposés sur l'ensemble du territoire

2610 projets ont été déposés sur tout le territoire, dont 132 à la fois au niveau national et régional : le nombre de candidatures déposées démontre l'intérêt que les associations ont porté à l'appel à projets. Il témoigne aussi de leur dynamisme et de leur créativité.

Compte tenu du succès de ce premier appel à projets et de la qualité des projets déposés au 15 janvier 2021, aussi bien au niveau national que régional, le ministère a décidé de débloquent d'emblée la totalité de l'enveloppe dès 2021 et, à ce stade, de ne pas lancer une seconde procédure d'appel à projets, comme initialement prévu.

Au total, ce sont 576 projets régionaux lauréats retenus dans toutes les régions, pour un montant global de 53,4 millions d'euros. Ces chiffres ne concernent que les premiers résultats disponibles pour l'appel à projets, une 2^{ème} annonce étant prévue ultérieurement pour les régions Centre-Val-de-Loire, Corse, Hauts-de-France, Occitanie, Pays-de-la-Loire, Île-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

A La Réunion, 21 projets lauréats retenus pour un montant de 2,62 millions d'euros

Après instruction, 21 projets ont été retenus par le comité de sélection, présidé par Camille Dagonne, sous-préfète, chargée de mission en charge de la cohésion sociale et de la jeunesse, Commissaire à la lutte contre la pauvreté dans le cadre de la « Stratégie pauvreté ». Selon les actions, le financement portera soit sur l'année 2021 ou soit sur deux années : 2021 et 2022.

Si tous les dossiers n'ont pu être retenus, cela ne remet, bien sûr, pas en cause l'intérêt et la pertinence des projets présentés.

Les premières conventions de subventions seront signées à partir de mai 2021.

Modalités de sélection des projets

L'analyse des dossiers reçus a été effectuée par les agents instructeurs de la Direction de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS), en charge de la mise en œuvre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté (SNPLP).

Un Comité de sélection a ensuite été réuni à 5 reprises au cours des mois de février et mars 2021 pour étudier l'ensemble des dossiers. Volontairement multipartenarial, il a rassemblé des représentants des services déconcentrés de l'État (DEETS, DAAF, Préfecture), du Conseil départemental, de la CAF et de Pôle Emploi. Ont été évalués pour chaque projet : le respect des critères d'éligibilité, la qualité du montage, l'opérationnalité sur le court terme et la viabilité sur le long terme, ainsi que, bien sûr, la pertinence au regard des axes nationaux et des priorités régionales définies.

Dans un souci d'équité et d'efficacité, a également été recherchée une répartition équilibrée sur le territoire régional, aussi bien entre les quatre arrondissements qu'entre les territoires émergeant à la politique de la ville que ceux qui n'y figurent pas, comme les hauts ou les écarts, ainsi que par axe prioritaire.

Les 21 projets lauréats

Pour chaque
thématique,
des projets
innovants et des
solutions
opérationnelles



Crédits : Réseau Cocagne

La lutte contre la précarité alimentaire et l'accès aux biens essentiels

8 projets retenus
Un budget de près de 1M€

Les projets retenus :

- **« Jeunes et fringués », le dressing solidaire**

La Mission locale de l'Est (MLE), qui intervient sur tout l'arrondissement EST est un acteur reconnu pour son dynamisme en faveur de l'insertion des jeunes. Elle sera soutenue par le plan France Relance pour son projet de dressing solidaire.

La MLE procédera à la collecte de vêtements et chaussures, auprès des professionnels notamment, qu'elle donnera ensuite gratuitement à des jeunes en parcours vers l'emploi dans un espace dédié. Cette action permettra aux jeunes l'accès à des vêtements leur garantissant la vêtue nécessaire pour se présenter à un entretien d'embauche ou au travail. Des conseils leur seront également proposés et, si besoin, des kits hygiène leur seront délivrés. Le projet est centré sur l'Est, mais des permanences seront effectuées au sein des missions locales du Nord et du Sud dans le cadre de leurs partenariats.

- **Distribution de colis alimentaire à la Plaine des Cafres**

L'association "Le Saint Martin" intervient au titre de l'aide alimentaire sur le secteur du Tampon, d'une part, en distribuant des colis alimentaires aux personnes les plus démunies et, d'autre part, en étant épicerie sociale et solidaire permettant à ces mêmes personnes de bénéficier de prix réduits (entre 10 et 30 % du coût initial). En plus d'apporter une alimentation saine et équilibrée, cette action permet de générer du contact par un accueil convivial, par la rencontre et le partage et donc de créer du lien social (tant par l'activité de l'épicerie que par la distribution de colis alimentaires).

Bon nombre de résidents de La Plaine des Cafres n'ont pas de moyens de locomotion et ne peuvent venir chercher les colis auxquels ils pourraient prétendre. Dans ces conditions, l'association souhaite créer une annexe itinérante au local du Tampon pour la délivrance de colis alimentaires à La Plaine des Cafres. Les résidents de La Plaine des Cafres auront donc la possibilité de venir récupérer leurs colis alimentaires au plus près de leur domicile trois jours par semaine. L'association est habilitée à l'aide alimentaire et elle est membre du réseau de la Banque Alimentaire des Mascareignes.

- **Création d'une épicerie sociale et solidaire itinérante**

La Banque alimentaire des Mascareignes (BAM), acteur majeur de l'aide alimentaire à La Réunion, sera soutenue par le plan France Relance pour un projet innovant portant sur la création d'une épicerie sociale et solidaire à Saint-Pierre et ses quartiers périphériques, à destination des publics vulnérables. Il s'agit d'offrir une alimentation diversifiée notamment dans les écarts aujourd'hui non couverts par le réseau d'aide alimentaire.

Avec pour ambition de lutter par des réponses de proximité contre la précarité des populations en difficultés, ce dispositif nomade proposera une aide alimentaire de qualité aux personnes fragiles pouvant contribuer financièrement ou sortant du dispositif de distribution de colis alimentaires gratuits. Ce projet proposera également un accompagnement social individualisé avec des professionnels, une sensibilisation sur les règles d'hygiène et de sécurité alimentaire ou encore des conseils sur la gestion de son budget familial en lien avec les acteurs institutionnels locaux.

- **Modernisation et renforcement des moyens des bénévoles**

Les bénévoles de l'antenne réunionnaise de la Croix-Rouge Française ont été et sont toujours particulièrement sollicités pendant cette période de crise sanitaire. Dans le même temps, les moyens de la branche bénévole de la Croix-Rouge qui vit de la collecte publique ont diminué du fait de la crise. Le projet proposé par les bénévoles de la Croix-Rouge vise à renforcer les moyens existants afin de poursuivre et amplifier leur action : modernisation du parc automobile afin de continuer les actions sur l'ensemble du territoire, amélioration des espaces d'accueil et renforcement du suivi numérique des bénéficiaires.

Ce projet répond à l'objectif du plan de relance qui vise à soutenir les associations de lutte contre la pauvreté qui ont été fortement sollicitées et qui réalisent un ensemble d'actions à fort impact social, notamment à travers l'accès aux biens de première nécessité.

- **Création d'un service d'aide alimentaire complémentaire (SAAC)**

L'Association pour le Travail Organisé et Utile au Territoire 974 (ATOOUT 974) implantée sur Saint Denis sera soutenue pour financer des investissements nécessaires à la mise en œuvre de son projet (camion-cuisine, chambres froides, serre, etc.). Cette association est déjà habilitée par l'État pour son activité de distribution de l'aide alimentaire et fait partie du réseau de la BAM. Pour développer son service en direction des familles du Nord, mais aussi plus largement, elle propose un service d'aide alimentaire complémentaire permettant un apport en légumes et fruits frais aux personnes en difficultés.

Après la période d'installation des équipements nécessaires au projet et la mobilisation d'un terrain, elle souhaite créer un atelier chantier d'insertion (ACI) pour l'exploiter et produire des produits frais, afin de les distribuer avec un prix modique avec les épiceries sociales. Un volet d'apprentissage de la cuisine diététique sera également proposé.

- **Création d'un atelier participatif de transformation agroalimentaire**

L'Association Réunionnaise pour le Développement de l'Insertion (ARDI) installée à Trois-Bassins a présenté un projet de création d'un atelier participatif de transformation agro-alimentaire. Le projet est construit en lien avec la Mairie qui a mis un local à disposition. La première année, sera installée une unité de transformation de productions agricoles (les invendus, les surplus, les non récoltés par manque d'écoulement), mobilisable par les producteurs locaux. L'action s'intensifie sur la deuxième année, avec la création d'un chantier d'insertion (ACI), qui pourrait à terme être pérennisé en entreprise d'insertion (EI). L'objectif, avec la création de cet atelier participatif est de lutter contre le gaspillage alimentaire et de favoriser la mobilisation sociale. Le projet vise ainsi l'accès facilité à des denrées alimentaires de qualité pour les familles modestes du secteur de l'ouest.

- **Potager CALIXTE**

L'association IMVEC est reconnue sur le territoire de l'Est pour le travail qu'elle mène auprès des publics les plus précaires. Elle y exploite un jardin potager dont les produits sont vendus à un prix privilégié, sous conditions de ressources, principalement aux habitants de Cambuston, quartier de la commune de Saint-André classé prioritaire dans le cadre de la politique de la ville. L'objectif est d'atténuer, autant que possible, le coût du panier des ménages les plus démunis.

Le financement dont elle va bénéficier dans le cadre du plan France Relance va lui permettre d'agrandir l'espace dédié au jardin et de ce fait d'augmenter sa production, mais également d'élargir son activité à la vente de produits transformés, à base de fruits et légumes. Dans cette optique, elle va devoir se doter de nouveaux outils de travail, à savoir un laboratoire de transformation et un véhicule frigorifique. Atelier chantier d'insertion (ACI) depuis le 1er juin 2018, le projet permettra également de maintenir et de générer des emplois. Par ailleurs, grâce à des ateliers pédagogiques et des formations, l'association assure l'éducation et la transmission de savoirs dans les domaines de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et de l'agriculture.

- **Ouverture d'un nouvel accueil de jour des solidarités**

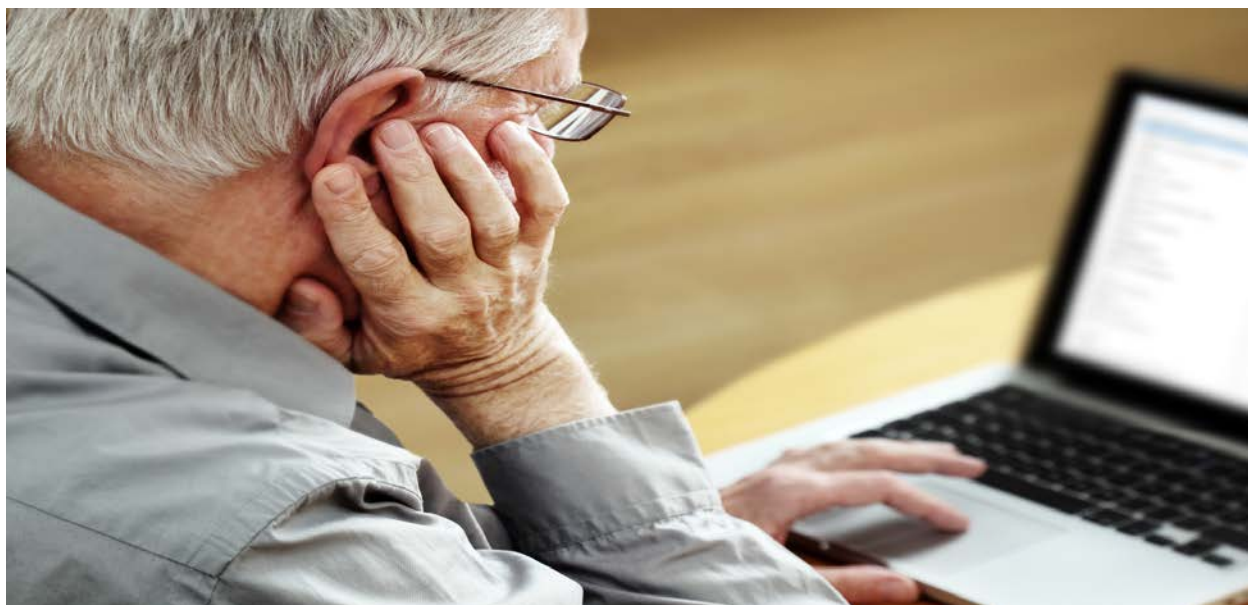
La Croix-Rouge Française porte un projet d'ouverture d'un accueil de jour pour les personnes à la rue sur le territoire de la Rivière des Galets. Ce projet a été lancé et animé par le CCAS de La Possession et le CCAS du Port. Il est issu d'une réflexion menée pendant la crise sanitaire sur la prise en charge des personnes les plus vulnérables sur ce territoire.

Les deux CCAS, en partenariat avec les associations du secteur social, ont déployé un plan d'action qui a conduit à identifier les personnes à la rue et leurs besoins, puis à développer un projet d'accueil de jour où ces personnes pourront trouver des services de première nécessité et bénéficier d'un accompagnement social pour appuyer leur projet d'insertion. Cet accueil de jour se construit pour et avec les bénéficiaires qui ont été consultés sur les services essentiels à offrir dans ce lieu.

Le soutien du plan de relance permettra notamment à la Croix-Rouge Française de construire l'accueil de jour sur un terrain mis à disposition par le CCAS de La Possession. L'association gèrera la structure, avec l'appui du réseau partenarial qui accompagne le développement du projet : les CCAS, la Fondation Abbé Pierre et l'association MTKR.

LES LAUREATS

Pour chaque thématique, des projets innovants et des solutions opérationnelles



L'accès aux droits

4 projets retenus
Un budget de 0,4 M€

Les projets retenus :

- **Porter la voix des personnes accompagnées**

Le comité régional des personnes accueillies (CRPA), animé par la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS-OI), porte la voix des personnes accompagnées dans les établissements et services médico-sociaux, notamment du secteur de l'hébergement et du logement adapté. L'existence et le déploiement du CRPA permet de faire entendre l'avis des bénéficiaires des services déployés par les pouvoirs publics : il est un guide autant qu'un aiguillon de l'action publique et permet de donner un sens concret aux dispositifs sociaux. En outre, le CRPA est un espace de parole et « d'empowerment » des personnes accueillies. Il organise de manière régulière des journées thématiques afin de débattre et de partager des informations entre les personnes accompagnées : logement, santé, accès à la culture, etc. Le soutien du plan de relance permettra d'accompagner et soutenir la participation des personnes concernées.

- **« Trouv un logement, pou not jeun trouv zot l'autonomie »**

L'association « Economie sociale et familiale Réunion » est un acteur de l'accompagnement des publics vulnérables à La Réunion, propose en partenariat avec le RSMA un projet adapté aux difficultés rencontrées par les jeunes issus du dispositif de prise en charge proposé par le RSMA.

Soutenue dans le cadre du plan France Relance, cette action permettra de consolider la sortie de la formation proposée par le RSMA et d'accompagner ces jeunes diplômés dans leurs parcours avec comme défi de lever les freins à l'accès au logement. Le projet s'inscrit dans l'accompagnement vers une insertion professionnelle durable.

- **« Bricobus Rural »**

Les Compagnons bâtisseurs sont des partenaires dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et dans la mise en œuvre des opérations groupées d'amélioration de l'habitat sur différents territoires de l'île. L'association développe ses compétences en amélioration légère et parfois lourde de l'habitat et dans l'accompagnement socio-professionnel des publics en difficultés. Après le développement d'un premier projet mobile de Bricobus réussi dans les quartiers prioritaires de l'Ouest de l'île, les Compagnons Bâtisseurs sont soutenus pour développer une nouvelle action itinérante dans les écarts ruraux de l'Ouest de La Réunion.

L'objectif est de proposer des interventions techniques urgentes sur l'habitat en faveur des personnes les plus isolées, notamment en accompagnant des projets d'auto-réhabilitations des habitants.

Structuré autour de trois principes d'intervention : le faire, le faire avec et le faire ensemble, cette action permettra de doter le territoire d'un nouvel outil pour lutter contre l'habitat indigne, d'approcher au plus près les populations les plus fragiles et d'apporter une réponse adaptée aux situations rencontrées.

LES LAUREATS

Pour chaque thématique, des projets innovants et des solutions opérationnelles



Le soutien aux familles

4 projets retenus
Un budget de près de 0,5 M€

Les projets retenus :

- **La Maison des familles à Basse Terre**

Ce projet, porté par les Apprentis d'Auteuil, entre dans le cadre du concept "maison des familles" : "lieu d'accueil et d'échange pour les familles, où chacun peut partager son expérience, s'enrichir de celles des autres et trouver un soutien"... avec comme "fil conducteur" la valorisation de la fonction parentale. Forte de l'expérience acquise sur le quartier de La Source à Saint-Denis avec la création de la première maison des familles en 2016, l'association a implanté ce nouveau projet sur le quartier de Basse Terre, classé comme prioritaire par la politique de la ville sur la commune de Saint-Pierre dans le dernier trimestre de 2020. Il participe ainsi à favoriser des dynamiques collectives sur ce quartier historique du Sud, contribue à rompre l'isolement et à créer du lien social, avec comme support thématique l'appui à la parentalité, qui reste un axe fort des politiques sociales, éducatives et scolaires.

- **« La Touline »**

La Touline est un dispositif d'accompagnement pour les jeunes sortants de la protection de l'enfance, initié en 2016 par les Apprentis d'Auteuil au niveau national. L'association, riche de cette expérience, souhaite décliner ce projet à La Réunion. Son objectif principal est de lutter contre les sorties sèches de l'ASE (aide sociale à l'enfance), sujet devenu majeur en matière de protection de l'enfance et prioritaire, tant pour le Conseil départemental que pour l'Etat, notamment à travers la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté et la stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance. L'accompagnement envisagé permettra de sécuriser et d'accompagner les jeunes vers leur autonomie, avec une mobilisation des acteurs de l'insertion professionnelle, dans une approche collective et individuelle.

- **« Agir autrement pour vivre mieux »**

L'association Arts pour tous dispose d'un ancrage territorial fort sur la commune de Saint-Joseph et est reconnue pour les actions qu'elle mène sur le territoire. Elle sera financée dans le cadre du plan France Relance pour un projet qui vise à mobiliser une équipe qui ira vers les publics les plus fragilisés des hauts et des quartiers prioritaires dans le cadre de la politique de la Ville autour de cinq domaines d'intervention : accès au droit et à l'information (Point Information Jeunesse mobile, espace de vie sociale) ; accès aux services et produits de première nécessité ; ateliers « détente et bien être », éducation pour tous (prêt de jeux et matériel pédagogique, activités parents-enfants autour de la scolarité, de la lutte contre la décrochage et de la prévention de la délinquance) ; Mobilisation et valorisation des familles et personnes isolées. Le projet permet également à 18 jeunes de reprendre confiance en eux en participant à un projet social via une mission de volontariat en service civique de 6 mois.

- **Création de 2 haltes – garderies solidaires**

L'association Les Marionnettes est un acteur reconnu de l'accueil de la petite enfance à La Réunion. Elle sera financée dans le cadre du plan France Relance pour la création de 2 haltes-garderies solidaires à Saint-Benoît et à Saint-André. Le territoire EST est caractérisé par un déficit en matière d'offre d'accueil.

Ces deux structures répondent à un réel besoin puisqu'elles proposent d'offrir des places d'accueil régulier avec des horaires atypiques, décalés ou élargis (ouverture 24h/24 et/ou plus de 5 jours par semaine, ouverture très tôt le matin et fermeture tard le soir), ainsi que des places d'accueil occasionnel pour des familles en démarche d'insertion vers l'emploi. Dans cette optique, le projet porté par l'association vise également la mise en place d'un outil de gestion et de réservation en ligne des places et plages horaires vacantes. Conçu en partenariat avec les Missions locales de l'Est et du Nord, ce projet vise particulièrement les jeunes mères isolées qui cumulent les facteurs de risque de pauvreté.

- **« Budget' Truck, PCB y bouge »**

L'association « Economie sociale et familiale Réunion » porte le projet de « Budget' Truck » qui vise à proposer un service mobile de conseil budgétaire et de prévention du surendettement dans une démarche d'aller-vers les personnes vulnérables et isolées dans les hauts et les écarts du Sud de l'île.

Ce projet facilitera l'accès des droits et la lutte contre la précarité alimentaire par l'optimisation du budget. Les permanences seront mutualisées, notamment avec les

infrastructures mobiles du Secours Catholique. Elles comprendront, en fonction des besoins, un accueil individuel, des animations collectives ou des ateliers sur les savoir-faire de la vie quotidienne : budget, alimentation, logement, bricolage, lutte contre la fracture numérique, etc. Le plan de relance intervient ainsi en complémentarité avec les dispositifs de conseil budgétaire et de prévention du surendettement déjà existants, notamment les cinq Points conseil budget labellisés (PCB) par L'État en 2019 et 2020 et en cours de déploiement sur les quatre arrondissements de l'île.

LES LAUREATS

Pour chaque thématique, des projets innovants et des solutions opérationnelles



Crédits : A. Bouissou / Terra

L'insertion sociale et professionnelle

5 projets retenus
Un budget de 0,76 M€

Les projets retenus :

- **Déploiement de la plateforme « stage.re »**

L'association «Cibles Pro» est installée à la technopole de Saint-Denis. Lancée avec le soutien financier et technique de la CAF, cette plate-forme internet est déjà opérationnelle avec 5000 déjà personnes inscrites. L'objectif de favoriser l'accès au monde économique à ceux qui sont précarisés et sans réseau personnel. Conçue par une équipe réunionnaise, cette plateforme vise à faciliter l'insertion sociale et professionnelle des personnes à la recherche d'une immersion en entreprise, d'un contrat en alternance, d'une formation ou d'un emploi et cela dans un esprit d'égalité de chances.

Afin de renforcer le déploiement du dispositif en direction des publics en difficultés d'insertion, notamment les jeunes suivis par les missions locales et les bénéficiaires du RSA, l'association bénéficiera d'un soutien financier dans le cadre du plan France Relance. Le projet prévoit également, pour accompagner dans une démarche d'aller vers les personnes plus en difficultés, un partenariat avec un opérateur reconnu en matière de job coaching individualisé : l'association Finaliser Transmettre Mobiliser (FTM).

- **Accompagnement socio-éducatif de proximité sur le territoire de Saint-Joseph**

L'Association Jeunes Majeurs en Dynamique (AJMD) déploie une équipe sociale de proximité dans les quartiers défavorisés de la ville et dans les écarts. Les travailleurs sociaux de rue vont à la rencontre des personnes pour entrer en relation et créer un relais entre les citoyens et les services administratifs, sociaux ou de santé. Cette action prévoit de toucher 500 bénéficiaires et permet d'assurer une présence éducative et sociale, de transmettre des informations et de sensibiliser à la réduction des risques, d'être un intermédiaire entre la rue et les institutions, d'assurer un accompagnement social des personnes les plus éloignées des institutions et de favoriser la participation des personnes. L'équipe sociale de proximité déploie en outre un accompagnement au numérique pour sensibiliser, former et informer les populations avec des difficultés dans la prise en main des outils informatiques, dans une logique d'accès aux droits sociaux.

- **Terres en partage**

L'association pour le développement des échanges socio-interculturels réunionnais (ADESIR) qui a un ancrage territorial fort sur la commune de Sainte-Marie sera soutenue dans le cadre du plan France Relance pour un projet de transformation de l'existant visant à l'aménagement d'une parcelle de maraîchage dans les hauts de Sainte-Marie (Piton Cailloux) et le réaménagement d'une partie des jardins collectifs existants sur le quartier de Beauséjour. Ce projet est couplé avec la mise en place d'un atelier chantier d'insertion (ACI) "Femmes des hauts" qui participe déjà au développement économique du quartier et de la ville tout en créant de l'emploi en s'attachant à participer activement à l'éducation alimentaire des habitants et en s'appuyant aussi sur un principe de solidarité. Le but est de développer une activité économique à vocation sociale, de créer un programme d'agroforesterie et de maraîchage, de mettre en place 7 ruches et de construire un local de stockage et de transformation des produits agricoles. Ce projet global a pour ambition de faire participer les habitants des secteurs des hauts de Sainte-Marie à la distribution des récoltes afin de lutter contre le gaspillage alimentaire.

- **Création d'un jardin solidaire à Bras Pistolet pour la production de légumes bio**

Basée à Saint-Denis, l'Association Locale pour l'insertion par l'économie (ALIE) est un acteur local reconnu en matière d'insertion socio-professionnelle et d'aide aux personnes précaires. Cette association sera soutenue dans le cadre du plan France Relance pour la création d'un jardin solidaire en insertion destiné à produire des fruits et légumes bio vendus sous forme de paniers solidaires ou vendus en épicerie solidaire aux publics précaires. Cette subvention sera l'occasion de dynamiser le territoire des hauts de Sainte-Suzanne et de proposer des actions innovantes en matière d'insertion socio-professionnelles des populations vulnérables. L'atelier chantier d'insertion (ACI) «Jardin solidaire de Bras Pistolet» a pour but de développer les circuits courts. L'association projette également de développer des actions d'animation autour de la thématique du bien-être alimentaire, de la gestion du budget consacré à l'alimentation ou encore de l'éducation alimentaire autour de produits locaux de qualité.

- **Ateliers de remobilisation et de développement des compétences**

L'Association Réunionnaise d'Éducation Populaire (AREP) propose de développer un outil d'insertion pour les personnes en situation de précarité sur la commune de Saint-Pierre, dont les personnes vulnérables accompagnées au sein de son accueil de jour. Elle proposera un panel d'ateliers « d'accroche » (ex : jardin solidaire) avec des activités valorisantes et utiles permettant aux personnes de reprendre confiance en elles, de tester leurs capacités et de développer leurs potentialités. Ce projet vise à court terme à redonner aux personnes la possibilité de renouer avec la pratique d'activités valorisantes et à moyen terme de se remettre en projet et à long terme d'amener les personnes à s'impliquer dans un Atelier « d'embellissement et de réhabilitation » de site. L'AREP bénéficiera pour son projet de développement des compétences d'un soutien financier dans le cadre du plan France Relance.

Contacts presse :

Service régional de la communication interministérielle

Tél : 02 62 40 77 77

Mél : communication@reunion.pref.gouv.fr

Internet : www.reunion.gouv.fr

Twitter et Facebook @Prefet974